

idées & débats

SOMMAIRE

Le meilleur du Cercle des Echos	Avec Trump, la fin du dollar roi ?
La Chronique	Le rendez-vous manqué des dépenses publiques
Le Point de vue	Directive sur le droit d'auteur : pour l'Europe, contre Big Brother
Cinéma	Fragments d'un discours amoureux



Pascal Garnier pour « Les Echos »

Pourquoi sa prospérité ne fait pas le bonheur de l'Allemagne

Ninon Renaud
@NinonRenaud
— Correspondante à Berlin

Un an après les élections fédérales et six mois après la conclusion d'un difficile compromis pour parvenir à un accord de coalition gouvernementale entre l'Union chrétienne-démocrate CDU-CSU et le parti social-démocrate SPD, les tensions politiques continuent d'occuper le devant de la scène allemande. L'ilot de stabilité qu'était le pays en Europe est finalement rattrapé par les mêmes démons populistes et xénophobes que ses voisins, laissant les partis traditionnels sans voix.

Les suites du meurtre à l'arme blanche d'un trentenaire par deux demandeurs d'asile à Chemnitz, en Saxe, fin août, sont la meilleure illustration du caractère inflammable de la question migratoire en Allemagne. Après l'émotion suscitée par des scènes filmées de chasse à l'homme contre des étrangers dans les rues de Chemnitz, la CDU et la CSU se déchirent désormais sur le niveau de gravité de ces incidents plutôt que d'en tirer les conséquences.

Si Angela Merkel a condamné fermement ces violences, son ministre de l'Intérieur et président de la CSU, Horst Seehofer, les a relativisées. En référence directe à la chancelière, surnommée « Mutti » (mère), il a assuré que « la question migratoire est la mère de tous les problèmes dans ce pays », position qu'il dit défendre « depuis trois ans », soit depuis la décision d'Angela Merkel de laisser plus d'un million de demandeurs d'asile entrer en Allemagne.

Cette attaque frontale fait suite à la menace de Horst Seehofer en juin de quitter le gouvernement. Elle en dit long sur la fébrilité de la CSU à quelques semaines des élections le 14 octobre en Bavière. Le parti qui y était jusqu'alors tout-puissant est menacé d'y faire le pire score de son histoire. Les derniers sondages de l'institut Insa le créditent de 36 % seulement, contre 47,7 % il y a qua-



L'ANALYSE DE LA RÉDACTION
Malgré ses performances économiques, le pays est rattrapé à son tour par la montée de l'extrême droite. Il semble ainsi payer le coût social de sa réussite économique.



Les points à retenir

- L'ilot de stabilité qu'était l'Allemagne en Europe est finalement rattrapé par les mêmes démons populistes et xénophobes que ses voisins.
- La question fragmente la classe politique alors que le pays affiche une prospérité à faire pâlir ses voisins.
- Revers de cette bonne santé économique, le sentiment d'injustice sociale et le taux de pauvreté sont en hausse constante.
- Du pain béni pour les partis contestataires.

tre ans. Une claque alors que Alternativ für Deutschland (AfD), désormais troisième parti au Bundestag, ne cesse de progresser dans les intentions de vote : le parti d'extrême droite friserait les 15 %, comme les Verts.

Cette fragmentation politique est d'autant plus paradoxale qu'elle intervient alors même que le pays affiche une prospérité à faire pâlir ses voisins. L'Allemagne a vu son économie accélérer au deuxième trimestre, avec une progression de 0,5 % du PIB. C'est le seizième trimestre d'affilée de hausse, soit le plus long cycle de croissance depuis 1991. Et il devrait continuer selon l'institut économique DIW, qui table sur une progression du PIB allemand de 1,7 % en 2019 et de 1,8 % en 2020, niveau attendu pour 2018.

Fruit de ces performances, l'Allemagne a enregistré au premier semestre un excédent budgétaire record de 48 milliards d'euros. Lequel devrait atteindre 60 milliards d'euros à la fin de l'année, période à laquelle le taux de chômage devrait quant à lui passer sous la barre des 5 %, anticipe l'institut économique DIW. Problème de riche par excellence, l'excédent commercial allemand totalise 265 milliards d'euros !

Mais cette énorme cagnotte a un coût social : si les réformes Hartz menées entre 2003 et 2005 par le chancelier social-démocrate Gerhard Schroeder pour libéraliser le marché du travail ont dopé l'économie allemande, elles ont aussi accru les inégalités avec la multiplication d'emplois précaires mal payés. 96 % des Allemands interrogés par le DIW dans une étude publiée ce mercredi pensent que les bas salaires sont injustes et trop bas. Un sentiment à mettre en relation avec l'évolution du taux de pauvreté qui n'a ainsi cessé de progresser en Allemagne, passant de 11,2 % en 1991 à 14,3 % en 2004 et 16,8 % en 2016.

Cette tendance nourrit la peur du lendemain et des charges qui

s'accumulent. Le coût du logement est devenu une question brûlante, comme celle des retraites. Faute de politiques publiques d'investissement actives pour élargir l'offre de logement, 40 % des ménages doivent consacrer plus de 30 % de leurs revenus nets à leur loyer, selon une étude de l'institut de recherche Hans Böckler Stiftung menée dans 77 grandes villes allemandes. Quant à la retraite, pour 41 % des 55-64 ans, le montant accumulé, toutes sources de revenus confondues, ne suffirait pas à couvrir leurs dépenses mensuelles, révèle ce mercredi le DIW dans son enquête.

Ce coût social constitue du pain béni pour les partis contestataires. « La crise migratoire ne fait qu'exacerber des frustrations qui se sont accumulées au cours des années », résume Martin Koopman, directeur de la Fondation Genshagen. D'autant que la base de la réussite économique allemande jusqu'ici, son commerce extérieur, est aujourd'hui sous la menace d'un Brexit dur et d'une guerre économique dont Donald Trump se fait le chantre.

La coalition d'Angela Merkel a pris récemment des mesures pour répondre aux inquiétudes des Allemands, notamment en encadrant davantage les loyers. Le gouvernement vient aussi de s'engager sur les retraites en assurant un maintien du niveau de ces dernières à 48 % du salaire et un plafonnement des cotisations retraite à 20 % jusqu'en 2025. Mais elles risquent d'être inaudibles face à la cacophonie que suscite la crise migratoire.

Selon une étude de R+V, 63 % des Allemands interrogés ont perdu confiance dans les partis traditionnels qu'ils pensent dépassés par cette question. La période électorale qui s'ouvre avec les élections régionales en Bavière et s'achèvera en septembre 2019 avec la Saxe, bastion de l'AFD, risque, en alimentant les dissensions au sein de la coalition, de nourrir davantage encore cette défiance. ■

LES ÉDITORIAUX DES « ÉCHOS »

Combat pour la presse



Par **Nicolas Barré**

Les géants du Net accaparent plus de 80 % des recettes publicitaires sur le numérique.

Les députés européens ont une occasion historique, ce mercredi, de redonner à la presse les moyens de sa liberté. De lui permettre de ne plus subir, impuissante, le pillage quotidien de ce qu'elle produit. L'issue de leur vote sur la directive sur les droits d'auteur ne devrait faire aucun doute, tant la justesse de la cause saute aux yeux. Nul ne devrait pouvoir s'enrichir à milliards en exploitant gratuitement le travail des autres. C'est pourtant ce qui se passe chaque jour. Les uns sèment, labourent et investissent, les seigneurs du numérique encaissent. Nos parlementaires doivent mettre fin à ce servage. L'argument moral à lui seul devrait suffire. S'ils n'y sont pas sensibles, peut-être nos députés le seront-ils davantage à l'argument économique. Un chiffre dit tout : 2,7 milliards d'euros. C'est ce que représente la chute du chiffre d'affaires publicitaire de la presse depuis dix ans. Mais c'est aussi le montant des revenus publicitaires des Gafa l'an dernier en France. Ces géants du Net accaparent plus de 80 % des recettes publicitaires sur le numérique, recettes qu'ils tirent de l'audience générée par les contenus de presse, sans rien redistribuer à ceux qui les créent. Cette matière première, si précieuse et chère à produire, est gratuite pour ceux qui l'exploitent et en tirent profit. La directive sur les droits voisins vise à corriger – et encore, modestement – cette anomalie économique et morale. Nos parlementaires la voteront-ils ? Rien ne le garantit. Alors face au torrent de « fake news » colportées auprès d'eux par ceux qui bataillent contre ce texte par tous les moyens, il faut aussi rappeler ce que cette directive n'est pas. En revêtant des habits de défenseurs de la liberté pour mieux continuer le pillage des contenus, les Gafa font preuve d'un cynisme ahurissant. Non, ce texte européen ne signifie pas la fin de la gratuité sur Internet. Non, il ne rendra pas Wikipedia payant comme ont essayé de le faire croire des groupes d'influence à la solde des Gafa. Non, il n'empêchera pas chacun de partager librement des articles sur les réseaux sociaux. Il est temps de trouver un équilibre à cette situation massivement asymétrique entre la presse et les plates-formes. Ces dernières rendent un service immense à des milliards d'individus. Qui pourrait se passer de Google ? Mais ce poste d'aiguillage planétaire qu'est un moteur de recherche n'a de valeur que s'il renvoie sur quelque chose. Or, l'écrasante majorité des recherches et du trafic est liée à l'actualité et renvoie vers des articles. Là réside la valeur et il est donc légitime que les revenus ainsi créés soient partagés.



Lire nos informations
Page 22

« Ça va aller mieux »

Par **Dominique Seux**

« Ça va mieux », a répété François Hollande pendant une partie de son quinquennat, sous les yeux éberlués des Français à qui la hausse des impôts et la courbe stratosphérique du chômage n'avaient pas échappé. Fort de cette expérience malheureuse, Emmanuel Macron ne se hasarde guère en promesses chiffrées depuis son entrée à l'Élysée. Il a raison. Confronté en cette fin d'été à une rentrée plus délicate que prévu, y compris sur le terrain des résultats économiques maintenant que le choc psychologique positif de son élection est passé, il doit se contenter d'une chose : s'engager à ce que sa politique porte des fruits visibles en 2019 ou 2020, le temps de laisser ses réformes infuser. Le budget pour l'année prochaine en cours d'élaboration est le témoin le plus manifeste de cet entre-deux. Du coup, le gouvernement ne souhaite pas le mettre beaucoup en avant et le ravale au rang d'un pur exercice comptable. La preuve : les grands arbitrages (le quasi-gel des retraites et la retenue à la source) ont été expédiés fin août et Edouard Philippe n'a pas touché un mot de la loi de finances devant les parlementaires de la majorité réunis à Tours mardi ! Alors que c'est normalement le rendez-vous de politique économique de la rentrée... Il faut dire que la copie est difficile à décrypter. Le déficit public augmentera l'année prochaine, mais surtout pour des raisons techniques ; sinon il diminuerait nettement. Les dépenses de l'État progresseront peu, mais quand même plus que cette année. La dette publique frôle les 100 % du PIB. En dépit de la baisse des cotisations salariales et de la taxe d'habitation, les prélèvements obligatoires restent pratiquement inchangés cette année par rapport à 2017. Bref, une copie trop « en même temps » pour susciter l'enthousiasme, mais dont on espère qu'elle permettra à la croissance de dépasser le 1,7 % affiché.



Lire nos informations
Pages 2 et 3